

Transparence et vie privée : protéger la démocratie à l'ère numérique

Rapport quinquennal 2026

La Commission d'accès à l'information veille au respect du droit à l'information et du droit à la vie privée. Ces droits appuient la transparence gouvernementale et la protection des renseignements personnels.

3 importantes lois

développent et encadrent ces droits :

- [la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels](#)
- [la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé](#)
- [la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux](#)



Le [septième rapport quinquennal de la Commission](#) contient 74 recommandations à la hauteur des enjeux contemporains, visant à protéger les assises démocratiques. La Commission invite le législateur et la société civile à une réflexion d'avenir.

Le rapport s'articule autour de 4 dimensions.

1 L'accès aux documents des organismes publics

La Commission réitère l'urgence d'une réforme en profondeur de la Loi sur l'accès visant à augmenter la transparence et à faciliter l'accès à l'information.

Aperçu des sujets traités :

- Portée et prépondérance de la Loi
- Restrictions au droit d'accès
- Délais de traitement des demandes d'accès
- Ressources dévolues à l'accès
- Gestion de l'information
- Diffusion proactive
- Reddition de comptes en accès

26 recommandations

3 La Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux

La Loi étant récente, tout n'est pas encore en place pour qu'elle atteigne ses objectifs. La Commission formule des recommandations pour la rendre mieux applicable.

Aperçu des sujets traités :

- Outils, procédures et infrastructures technologiques
- Journalisation des accès aux renseignements et de leurs utilisations
- Enjeux d'interprétation de la Loi

6 recommandations

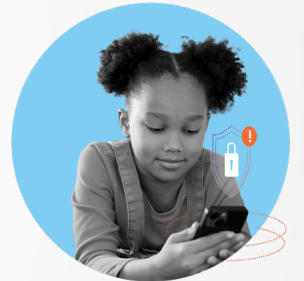
2 La protection des renseignements personnels

À la lumière de l'expérience de la Loi 25, la Commission propose des améliorations aux lois actuelles. Compte tenu de l'évolution technologique, elle appelle aussi à une réflexion collective pour approfondir l'encadrement à l'ère numérique.

Aperçu des sujets traités :

- Contrôle individuel et critère de nécessité
- Inférences algorithmiques
- Courtage et moissonnage de données
- Anonymisation
- Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée
- Interfaces truquées
- Vie privée des jeunes
- Biométrie

38 recommandations



4 La Commission d'accès à l'information

Il importe que la Commission dispose de tous les moyens qui lui sont nécessaires pour s'acquitter pleinement de sa mission.

Aperçu des sujets traités :

- Ressources de la Commission
- Droit d'appel des décisions juridictionnelles
- Portée des sanctions administratives pécuniaires
- Accompagnement des entreprises

4 recommandations